

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21370 - 79ÈME ANNÉE

Déclaration du secrétariat du Parti communiste réunionnais

« Israël, Palestine, quelle solution ? »



La situation en Palestine était à l'ordre du jour de l'instance exécutive du Parti communiste réunionnais. Son secrétariat a adopté hier la déclaration suivante:

Israël et la Palestine sont en guerre. Il y a des raisons objectives qui expliquent cette situation. Nous avons toujours soutenu la Palestine colonisée et détruite.

Devant l'impasse de ce conflit imposé, un nouveau front s'est ouvert. Le Hamas a mené une attaque dans les territoires palestiniens, annexés par Israël. Cette dernière a riposté par le bombardement d'immeubles à Gaza.

Pour le Parti communiste Réunionnais, la guerre doit cesser. Les guerres ne règlent rien. Elles font des victimes, des innocents. A terme, il faudra bien discuter.

Plus tôt sera le mieux.

Par leurs répercussions, les guerres sèment le désordre dans le monde. Les puissances politiques occidentales qui n'ont rien fait pour régler un conflit vieux de 80 ans doivent s'abstenir de jeter de l'huile sur le feu.

Mais, la guerre doit cesser sur des bases claires. Les Nations représentées à l'ONU ont voté une résolution pour la création de 2 États (Israël et Palestine), reconnus dans leurs frontières de 1967. Cette résolution doit être appliquée avant que la situation n'atteigne un point de non-retour.

Bureau de presse du PCR
Le Port, le 9 octobre 2023

Le Parti Communiste d'Israël appelle au calme et veut la fin de l'occupation

Efraim Davidi, membre du Parti communiste israélien, Ofer Cassif, député communiste de Hadash et l'ancien député de Hadash, Dov Khenin, ont dénoncé la politique du gouvernement ultra conservateur de Benjamin Netanyahu, jugé responsable de la situation. Les trois hommes ont également appelé au calme et à la fin de l'occupation.

Pour Efraim Davidi, « en tant que Parti communiste israélien et membre du mouvement Hadash (Front démocratique pour la paix et l'égalité), nous estimons le gouvernement fasciste israélien responsable de l'escalade brutale et dangereuse de ces dernières heures, qui a coûté la vie à de nombreux citoyens innocents. Cela s'est produit à la fin d'une semaine choquante au cours de laquelle les colons se sont déchaînés dans les territoires occupés sous les auspices de leur gouvernement, ont profané la mosquée al-Aqsa et ont perpétré un autre pogrom à Hwara (ville palestinienne près de Naplouse déjà attaquée il y a quelques mois par les colons — NDLR). C'est une escalade très grave qui met en danger toute la région dans une guerre que le gouvernement de droite alimente depuis son premier jour ».

Ce dernier a indiqué que « les événements que nous vivons depuis samedi montrent dans quelle direction dangereuse le gouvernement Netanyahu et les colons conduisent toute la région, et soulignent une fois de plus qu'il n'y a aucun moyen de gérer le conflit ou de le résoudre militairement. Il n'y a qu'une seule solution : mettre fin à l'occupation et reconnaître les revendications et les droits légitimes du peuple palestinien. La fin de l'occupation et l'établissement d'une paix juste sont un intérêt distinct et commun des deux peuples de ce pays ».

Dans un communiqué publié ce 9 octobre sur le site internet du Parti Communiste d'Israël, Ofer Cassif, député de Hadash et membre éminent du Parti communiste israélien (CPI), a déclaré à Al Jazeera que son parti avait mis en garde contre des événements tels que l'attaque meurtrière du Hamas contre Israël le 7 octobre si le gouvernement du pays poursuivait son occupation des territoires palestiniens.

L'attaque lancée le 7 octobre a fait au moins 700 morts israéliens et 2 000 blessés, dont des dizaines de soldats. Pendant ce temps, au moins 436 Palestiniens ont été tués et plus de 2 200 autres blessés lors des bombardements israéliens sur l'enclave assiégée de Gaza.

Ofer Cassif a déclaré qu'il avait prévenu que la situation « éclaterait » si le gouvernement d'extrême droite du Premier ministre Benjamin Netanyahu ne modi-

fiait pas sa politique à l'égard des Palestiniens.

« Nous condamnons et nous opposons à toute attaque contre des civils innocents. Mais contrairement au gouvernement israélien, cela signifie que nous nous opposons également à toute attaque contre les civils palestiniens. Nous devons analyser ces terribles incidents [les attaques meurtrières] dans le bon contexte — celui de l'occupation en cours », a déclaré Ofer Cassif.

« Nous avons averti à maintes reprises... tout va éclater et tout le monde va en payer le prix — principalement des civils innocents des deux côtés. Et malheureusement, c'est exactement ce qui s'est passé », a-t-il indiqué.

« Le gouvernement israélien, qui est un gouvernement fasciste, soutient, encourage et mène des pogroms contre les Palestiniens. Il y a un nettoyage ethnique en cours. Il était évident que c'était écrit sur le mur, écrit avec le sang des Palestiniens — et malheureusement maintenant aussi celui des Israéliens », a-t-il ajouté.

« La seule chose qui intéresse (Benjamin, ndlr) Netanyahu n'est pas le bien-être des citoyens d'Israël, encore moins celui des Palestiniens dans les territoires occupés », selon le député communiste. « Il veut survivre. Il veut juste éviter la prison. C'est la seule motivation et incitation qui le motive ».

Ofer Cassif a publié le 8 octobre une vidéo sur les réseaux sociaux sur laquelle il indique que « rien ne justifie les crimes et les massacres commis aujourd'hui dans le sud d'Israël. Mais c'était écrit sur le mur, comme je l'avais prévenu depuis longtemps : nous paierons un lourd tribut aux crimes de l'occupation, au siège de Gaza et à l'arrogance du gouvernement raciste kahaniste. Il n'y a pas de solution militaire, seulement une solution politique : la fin de l'occupation et l'indépendance palestinienne ».

L'ancien député de Hadash, Dov Khenin a appelé à la modération des deux côtés et à un changement de direction dans un éditorial publié le 8 octobre par Zo Haderech.

Ce dernier a indiqué que « sans changement de direction, nous sommes condamnés à continuer de vivre les horreurs d'aujourd'hui. Deux nations vivent dans notre pays, et si nous ne pouvons pas leur permettre de vivre une vie libre et indépendante, nous ne pourrons jamais dormir en paix. Cela ne sera pas facile et n'arrivera pas de sitôt, mais seule une vraie paix peut nous apporter la sécurité qui fait tant défaut ».

Incivilités, menaces et intimidations lot quotidien de travailleurs dans l'action sociale

Les assistants familiaux manifestent au Département contre la violence

Lassés d'être la cible de la violence quotidienne pendant leur travail, les assistants familiaux ont manifesté hier devant le siège du Département de La Réunion, leur autorité de tutelle. Ceci rappelle une nouvelle fois les répercussions de la crise économique, sociale et politique qui s'amplifie à La Réunion. D'où l'urgence d'élaborer un projet de développement qui mettra fin à la violence du système néocolonial dans notre pays.

Depuis les premières lois de décentralisation en 1982, l'action sociale a été transférée de l'État aux Départements. Cela explique pourquoi à La Réunion, le Conseil départemental soit un des principaux employeurs du pays. En effet, dans un pays massivement touché par la pénurie d'emploi, de logements et la vie chère causées par le système néocolonial, la pauvreté fait des ravages, d'où un important besoin d'aide sociale.

« Stop aux violences institutionnelles »

Parmi ces travailleurs figurent les assistants familiaux. Ils jouent un rôle important et crient leur ras-le-bol des violences quotidiennes sur le lieu de travail. A l'appel de deux syndicats, ils se sont rassemblés hier devant les grilles du Conseil départemental, sous une banderole « Assistants familiaux en colère, métier en danger. Stop aux violences institutionnelles ».

Ils demandent donc au président du Département d'agir en concertation avec eux pour remédier à cette situation. Car ce climat de violence est la source de pathologies qui sont autant d'accidents du

travail.

Projet de développement pour sortir de l'impasse

Malheureusement, la violence s'infiltré partout, et il n'y a plus de sanctuaire. C'est une des conséquences de la crise économique, sociale et politique qui s'amplifie à La Réunion. Avec un système qui exclut la moitié de la population du droit à un travail durable et payé suffisamment pour remédier au moins en partie aux abus de la vie chère, la violence du système néocolonial ruisselle dans toutes les classes sociales et s'insinue partout.

Sortir de cette impasse est une urgence. Cela passe par la construction d'un projet réunionnais susceptible de remettre en cause ce régime néocolonial si violent pour la majorité de la population. La conférence territoriale élargie peut être le lieu d'élaboration de ce projet de développement qui sera alors la base de négociation d'une évolution des rapports entre une ancienne colonie et une ancienne métropole. De ce projet de développement pourrait alors découler une adaptation de la Constitution afin d'accompagner les mesures décidées par les Réunionnais.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Oté

Si karte lé pa dann noute min, i étoneré amwin si ni pé amenn in politik bien pou nou é par nou !

Mézami néna poin lontan in moune la demande amwin pou kossa mi yèm pa lo Prézidan Macron — Pou li Macron sé in bon Prézidan é li yèm boug-la — Mwin la réponde ali Macron sé lo Prézidan La franss é sé bann demoune La franss i doi désside si zot i yèm ali, sansa si zot i yèm pa li sansa si zot na poin pou è mali sansa pou détèst ali

... Avansa l'avé d'ote kissoi droite, kissoi gosh é mwin la zamé pran lo tan poz amwin la késtyon si mwin téi doi èm azot, sansa détèst azot. Fransh vérité, pou mwin sa sé in problèm bann franssé d' franss é pa in problèm pou mwin rényoné.

Arzoute èk sa lo « émé » sé in problèm mal pozé. Si i anparl émé, pétète i fo ni azoute « èm son politik » sansa « em son fasson diriz lo péi, règ bann problèm konm lédikassion nassyonal, l'agrikiltir, l'orde piblik ». L'èr-la mi panss bann moune La franss i pé poz azot in késtyon konmsa.

Mé nou La Rényon, demoune l'oséan indien, déssandan demoune i sorte in pé partou dsi la tèr, avèk noute prop lang, noute prop kiltir, noute problèm, mwin lé siréssèrtin lo Prézidan La franss son politik i pé pa z'ète bon — vréman bon — pou nou issi dann loséan in dien.

Son promèss, si li fé, sa i doi pa rééssir pars sansa i voudré dir li lé kapab règ noute bann problèm anou é sé pa lo ka, la zamé été lo ka, é opliss i sava, opliss sar konmsa... Fransh vérité mwin la touzour été pou lotonomi La Rényon é mi panss sé

sa k'i pé pèrmète anou d'sov anou pou vréman. Antouléka règ bann problèm i konsèrn anou o pli pré, dann noute l'anvironeman.

Zot va dir amwin la Prézidante konsèye réjyonal lé rényonèz ; el i koné La Rényon. El i pé z'ète an kapassité pou règ bann problèm La Rényon, mé zot i koné bien èl la poin lo pouvoir pou règ noute bann problèm anou. Déssèrtin oui, ptète, pars la konpétanss lé éklaté rante plizyèr zinstitission : l'érop li, l'éta li, konnsèye réjyonal li, konsèye départmantal li... si tèlman li travaye dann in lojik projé, mé pa dann in lojik pou règ noute problèm.

Alor toultan ké nou nora poin lotonomi — sansa in l'antante rante rényoné, pou dir sak i fo pou nou é koman ni doi fé avanss sa, é koman nou va égzèrs la konpétanss k'i fo pou sa, m'a touzour dir nou na poin lo zoutiye k'i fo pou règ noute ban problèm lo pli difissil donk ni pouira pa. Fé avanss in n'afèr konmsa. Lo Prézidan i gingn ar pa, toute bann zinstitission i gingn ar pa non pli. Donk konte pa dsi mwinpou èm demoune na poin lo zoutiye k'i fo pou fé bien avanss noute péi. Karte lé pa dann noute min in poin sé tou.

A bon antandèr, salu !

Justin